

Pénurie d'enseignants : les préretraités à la rescousse ?

Et si les enseignants qui ont pu accéder au régime de prépension revenaient dans les classes ?
C'est une des pistes anti-pénurie de la ministre.

Face à la pénurie criante d'enseignants en Fédération Wallonie-Bruxelles, la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (cdH) a indiqué mercredi réfléchir à faire appel aux profs bénéficiant actuellement du régime de prépension.

Interrogée en séance plénière du parlement sur cette problématique, Marie-Martine Schyns a évoqué plusieurs pistes de solutions, dont une à court terme pourrait être « la réversibilité des DPPR (NDLR : Disponibilités pour convenances personnelles précédant la pension de retraite) », a-t-elle dit en réponse à une question des députés Christos Doulkeridis (Écolo) et Olga Zrihen (PS).

Pas sans les syndicats

Le cabinet de la ministre précise toutefois mercredi après-midi que ce recours aux préretraités, s'il se fait, ne sera que sur base volontaire.

En place depuis les années 80, ces DPPR permettent aux enseignants d'aménager leur fin de

carrière, en leur offrant la possibilité, dès 55 ans, de travailler à 4/5 temps, tiers-temps voire à mi-temps.

Ils peuvent même bénéficier d'une DPPR à plein-temps à partir de 58 ans.

En 2017, un peu moins de 3 500 enseignants bénéficiaient de ce régime très prisé.

Devant les députés, la ministre a ajouté que la mesure devrait être concertée avec les organisations syndicales.

En février dernier, le métier d'instituteur primaire et de maternelle a officiellement été déclaré comme étant en pénurie.

Bien que les écoles normales continuent à diplômer des enseignants, quarante pour cent des jeunes profs abandonnent le métier dans leurs cinq premières années d'exercice.

Une équipe mobile ?

Outre un éventuel recours aux préretraités, Marie-Martine Schyns a aussi évoqué d'autres pistes à moyen et court terme pour combattre le manque d'enseignants.

Elle a notamment songé à la constitution à l'avenir d'un « pool » d'enseignants mobiles qui pourraient être envoyés là où l'on a besoin d'eux.

Elle aussi dit vouloir travailler l'attractivité et l'image du métier d'enseignant. La ministre voudrait aussi attirer davantage de travailleurs du privé à se reconverter dans l'enseignement. ■

Face à la pénurie, Écolo ne veut pas attendre le Pacte

Les députés Écolo auraient souhaité un débat d'actualité sur la pénurie des enseignants et aussi un diagnostic par région. Le débat a été rejeté et la demande de diagnostic n'a pas reçu de réponse. « Pour les écologistes, il est pourtant difficile de trouver des réponses adéquates sans avoir une image précise du problème », réagissent-ils. Par contre, chez Écolo, on apprécie l'idée d'un « pool » d'enseignants mobiles.

Les Verts proposent par ailleurs trois mesures immédiates pour

répondre à la pénurie d'enseignants, « dont la mise en œuvre ne doit pas attendre le Pacte ».

1. Mobilité des enseignants : permettre aux enseignants de travailler plus facilement dans des écoles d'un autre réseau.

2. Rattrapage : si des profs manquent à l'appel, alors les élèves concernés doivent pouvoir bénéficier de séances de rattrapage avant les examens, « afin qu'ils s'y présentent avec les mêmes chances » ;

3. Accompagnement : « l'accompagnement des jeunes ensei-

gnants doit être mis en œuvre tout de suite et ne doit pas attendre la fin du processus complet du Pacte d'excellence. »

« On sait qu'on manque d'enseignants, la ministre ne sait pas exactement de combien. Nous devons ensuite trouver des solutions immédiates. Vouloir améliorer notre enseignement en profondeur, via le Pacte par exemple, est évidemment une bonne chose. Mais il faut pouvoir assurer la base. Et cette base, c'est l'enseignant », concluent Barbara Trachte et Christos Doulkeridis. ■